



Document de réflexion

2013 Institut d'été Trudeau

Robert Huish

Professeur, Université Dalhousie

Boursier Trudeau 2004

DISSIDENCE 101

OU LA PLACE DE L'ACTIVISME DANS
L'UNIVERSITÉ DU FUTUR

POINTS SAILLANTS:

- À notre connaissance, Shin Dong-hyuk est la seule personne née dans un camp de travail en Corée du Nord et qui s'en soit échappée. En mars 2013, Dong-hyuk s'est rendu à l'Université Dalhousie pour rencontrer des étudiants qui avaient organisé une manifestation contre les violations des droits de la personne en Corée du Nord. Dong-hyuk a déclaré aux étudiants et aux membres de la collectivité que les protestations des étudiants lui donnaient plus d'espoir au sujet du sort du peuple de la Corée du Nord que les démarches des militaires et des diplomates.
- Le présent document explique pourquoi Dong-hyuk a ressenti un tel espoir. Il démontre que les universités comptent parmi les rares institutions faisant place à l'audace, à l'organisation, à la dissidence et à la défense des droits. L'histoire révèle que les universités ont joué un rôle clé en soutenant la dissidence et la défense des droits dans la société.
- Pourtant, les politiciens, les administrateurs et professeurs d'université sous-estiment largement le potentiel d'activisme du milieu universitaire. À une époque où dominant l'austérité et les programmes utilitaires, l'université risque d'ignorer le fait que l'audace est son attribut le plus puissant.
- Plutôt que de concevoir l'activisme comme une dimension secondaire du monde universitaire, je crois que la dissidence et l'activisme représentent de loin la plus grande force de l'université.
- Sur le plan historique, certains des plus grands mouvements en faveur du progrès social sont issus des universités. De Martin Luther à Martin Luther King Jr., l'université a joué un rôle de premier plan dans les efforts visant à réformer le sens moral de la société.
- Aujourd'hui, au XXI^e siècle, les universités craignent de perdre la maîtrise de la création et de la diffusion du savoir. Elles accordent peu d'attention aux moyens qu'elles ont elles disposent pour constituer un espace permettant de mobiliser l'activisme dont nous avons tant besoin pour relever des défis mondiaux d'une rare complexité.
- Le récit de l'arrivée de Shin Dong-hyuk à l'Université Dalhousie et les efforts des étudiants d'un cours encourageant l'activisme révèlent comment les professeurs et les étudiants peuvent s'organiser et faire un énorme apport à la résolution des problèmes mondiaux qui plongent notre société dans la perplexité.

RÉSUMÉ

Shin Dong-hyuk, une des rares personnes s'étant évadées d'un camp de travail de la Corée du Nord, a préféré parler aux étudiants de l'Université Dalhousie plutôt qu'aux chefs d'État-major américain ou aux ambassadeurs des Nations Unies. Shin Dong-hyuk a déclaré qu'il croyait que sa rencontre avec un groupe d'étudiants universitaires à Halifax, en Nouvelle-Écosse, procurerait plus d'espoir au peuple de la Corée du Nord qu'une rencontre avec des politiciens et généraux de haut rang. Les étudiants en question étaient inscrits à un cours de troisième année du baccalauréat intitulé *Développement et activisme* offert par le département des Études de développement international. Dans le cadre d'un projet de classe, ils avaient formé un groupe de travail afin de susciter des protestations, de la dissidence et la participation du public. Leurs activités comprenaient notamment des ateliers de politique stratégique sur le sort de la Corée du Nord et l'envoi de leur manuel, *Escape from Camp 14*, à des députés de la Chambre des communes¹. Les étudiants ont également organisé une manifestation aux portes du *Halifax Security Forum* en novembre 2012.

Shin Dong-hyuk a ressenti un espoir profond au contact de l'université et des étudiants. Quel est donc le secret du monde universitaire qui a inspiré de l'espoir dans une situation qui en paraît totalement dépourvue? Le séjour de Shin Dong-hyuk à Halifax est révélateur de l'énorme potentiel des universités pour susciter un progrès social en s'appuyant sur une simple qualité : l'audace. Mais l'audace est menacée par l'austérité politique actuelle et les professeurs, étudiants et la population sont appelés à faire un choix au sujet du rôle de l'université dans notre société. L'université est-elle une institution pouvant donner à l'audace toute la place qu'elle mérite? Ou est-elle simplement un fardeau social coûteux assujéti aux mesures d'austérité?

Les universités offrent un espace pour l'audace qu'à peu près aucune autre institution ne peut offrir. Dans quelle autre institution les individus peuvent-ils rechercher des solutions progressives aux problèmes les plus criants comme l'élimination de la pauvreté, les droits de la personne, le changement climatique, tout en mettant sérieusement en question les structures de pouvoir qui sont à l'origine de ces problèmes? Les laboratoires de recherche, les institutions financières internationales, les organismes non-gouvernementaux peuvent encourager l'audace, mais ils ont souvent une capacité très limitée de s'attaquer au changement structurel. Au sein des administrations publiques, le travail des employés est souvent entravé par des perspectives ministérielles étroites et par des mandats prédéfinis. La réaction de la direction à l'égard d'un concept novateur présenté par un employé risque de s'apparenter à une suite de questions du genre : « Quelle demande d'intervention allez-vous remplir pour mettre cela à exécution? Parlez à votre ES-5 pour vous assurer qu'il y a un

¹ Harden, B. (2012). *Escape from Camp 14: One Man's Remarkable Odyssey from North Korea to Freedom in the West*. New York: Viking.

budget pour une telle démarche! » Dans le secteur privé, la recherche du profit a pour objet d'orienter l'innovation. Si quelqu'un déclare « Je vais maîtriser le changement climatique », la réponse sera une variation sur le thème « Comment allez-vous faire du fric? » Enfin, dans le cas des organismes non-gouvernementaux – eux-mêmes activistes –, toute déclaration s'attaquant clairement aux failles des politiques gouvernementales risque d'entraîner une perte de leur financement. Bref, l'université est un espace exceptionnel où les gens peuvent rêver à grande échelle, s'organiser et, surtout, être pris au sérieux par la société. Il y est même possible de recevoir des subventions de recherche pour l'audace ou d'y enseigner des tactiques en matière d'activisme.

Pourtant, dans les universités, l'audace doit être défendue sur deux fronts. Le premier est la tendance croissante à concevoir l'université comme un espace utilitaire dont le rôle est de préparer les étudiants au marché du travail. Le deuxième est une conséquence de l'austérité : les universités réagissent aux réductions budgétaires imposées par le gouvernement en augmentant la taille des classes et en supprimant l'innovation.

La société mondiale dont nous faisons partie se heurte à certains des problèmes les plus complexes de l'histoire de l'humanité : le caractère profond de la pauvreté, l'irréversibilité du changement climatique, les violations des droits de la personne en Corée du Nord et ailleurs. Voilà la crise à laquelle se heurte le modèle universitaire. Il n'y a pas de solution toute faite, pas plus qu'il n'y a de questionnaire à choix multiples permettant de reléguer les problèmes à l'arrière-plan. Il fut une époque où les universités détenaient le monopole du savoir. Dans la Tour d'ivoire, il y avait des gens qui créaient du savoir, qui l'enseignaient et qui le diffusaient. Aujourd'hui, toutefois, tout cela peut se faire hors du milieu universitaire. Les *think tanks* et le secteur privé créent du savoir, l'apprentissage électronique nous permet d'acquérir beaucoup de connaissances et les forums comme les « TED talks » peuvent diffuser des leçons apprises à un auditoire mondial.

Mais il y a une chose que l'université seule peut faire : offrir un espace pour l'audace, pour l'organisation et pour la dissidence. Au cours de la période qui a vu naître et progresser le mouvement des droits civils, le professeur James Lawson donnait des cours où il enseignait les modes de protestation non-violente aux étudiants. Ces tactiques ont été utilisées pour occuper des comptoirs casse-croûte. Alice Paul était une étudiante universitaire suffragette lorsqu'elle a fait la grève de la faim pour convaincre le Président Wilson d'accorder le droit de vote aux femmes. Les plus importantes manifestations contre la guerre au Vietnam ont été organisées dans des milieux universitaires partout dans le monde.

Ce sont des organisations étudiantes qui ont milité pour le suffrage universel, les droits civils et l'égalité entre les sexes. Des mouvements étudiants ont également entraîné la chute de certains gouvernements. La déchéance de

Slobodan Milošević en Serbie a été le fruit de protestations étudiantes². Les étudiants universitaires du Mouvement du 6 avril ont organisé la révolution égyptienne et occupé la place Tahrir. Il a fallu trois ans de planification pour y parvenir. L'histoire démontre qu'en refusant d'ignorer les problèmes, en participant au processus de changement, les mouvements étudiants peuvent devenir une puissante force mondiale. Les protestations étudiantes sont tellement puissantes que les gouvernements ne peuvent les réprimer. Et l'université est le seul endroit où des idées aussi audacieuses peuvent surgir, où elles peuvent être structurées et où elles peuvent être lancées dans le monde. C'est précisément pour cette raison que nous devons embrasser l'audace en milieu universitaire – pour que l'on puisse faire en sorte que les problèmes sociaux les plus complexes au monde disparaissent.

² Prosic-Dvornic, M. (1992). Enough! Student Protest '92: The Youth of Belgrade in Quest of 'Another Serbia'. *Anthropology of East Europe Review*. 11(1&2). 127 – 137.

Introduction: Étudiants contre généraux

En mars 2013, les étudiants, les professeurs et les membres de la collectivité de l'Université Dalhousie ont vécu un moment émouvant et lourd de sens. Shin Dong-hyuk, la seule personne née dans un camp de travail de la Corée du Nord ayant réussi à fuir ce pays, a pris la parole. Il n'y avait pas suffisamment de places pour toutes les personnes présentes. Dans une salle destinée à accueillir 250 personnes, on en comptait 450, sans parler des 150 qui se tenaient à l'extérieur pour l'écouter.

Dong-hyuk était venu à l'Université Dalhousie parce que, à l'automne 2011, une classe de 76 étudiants inscrits au cours *Développement et activisme* du Département des études de développement international avait organisé le « Projet Camp 14 ». Les étudiants ont baptisé le projet en s'inspirant du nom du camp de travail où Dong-hyuk est né. Les étudiants se sont employés plusieurs mois à sensibiliser l'opinion publique et à encourager les membres du gouvernement à appuyer les démarches visant à envoyer une commission des droits de la personne dans les camps de travail de la Corée du Nord. Les étudiants ont organisé une marche pour la paix, tenu des tables rondes et posté des exemplaires de leur manuel à 50 députés fédéraux à Ottawa³. Shin Dong-hyuk a vu des photos de la marche sur la page Facebook, la page Twitter et le site Web du projet. Après avoir passé une nuit à examiner les photos une à une, à exprimer ses préférences pour certaines et à faire des observations sur d'autres, Dong-hyuk a fait parvenir le message suivant au calendrier Facebook du groupe : « Vous êtes mes héros. Je viendrai vous voir – c'est promis!⁴ »

Shin Dong-hyuk est arrivé à Dalhousie au moment où il avait été invité à rencontrer des généraux-quatre-étoiles des États-Unis et des ambassadeurs des Nations Unies. Il les a laissés tomber pour venir rencontrer des étudiants universitaires de troisième année. En faisant part de sa décision, Dong-hyuk a expliqué que sa rencontre avec un groupe d'étudiants universitaires de Halifax, en Nouvelle-Écosse, procurerait plus d'espoir au peuple de la Corée du Nord que sa rencontre avec des diplomates, politiciens et généraux.

Cet homme a été témoin des éléments les plus pervers de l'humanité à l'intérieur d'un camp de travail de la Corée du Nord. Dans ces camps, il n'y a pas d'humanité. Shin Dong-hyuk est né dans le Camp 14. Ses parents avaient prétendument commis des crimes et il était né pour en acquitter le prix. Alors qu'il grandissait, on ne lui a appris rien de plus que les 10 règles du camp. S'il a survécu, ce n'est pas en faisant confiance aux autres ou en faisant des promesses⁵. Les gardes récompensaient les prisonniers qui mouchardaient.

³ Harden, B. (2012). *Escape from Camp 14: One Man's Remarkable Odyssey from North Korea to Freedom in the West*. New York: Viking.

⁴ McNutt, R. (2013). Born In Hell, Fled to Freedom. *Dal News*. Tiré de: http://www.dal.ca/news/2013/03/07/born-in-hell--fled-to-freedom--how-a-harrowing-escape-from-north.html?utm_source=home&utm_medium=hottopic&utm_campaign=dalnews

⁵ Harden (2012).

Dong-hyuk ne savait même pas qu'il y avait un pays appelé Corée du Nord ou que la terre était sphérique. Il ne connaissait rien de l'univers, sinon qu'il comportait des prisonniers, des gardes et des clôtures électriques. Il n'y avait pas d'enseignants, seulement des gardes. Dong-hyuk a vu un garde battre à mort son confrère de classe de 6 ans parce qu'il avait volé quelques grains de maïs⁶. Dans les camps de travail, les prisonniers se tirent d'affaire en recourant à la tromperie plutôt qu'à la confiance. Si des prisonniers ne remplissent pas leur quota de travail, on les fusille; s'ils recourent à la dissidence, on les fusille; s'ils violent une règle, on les fusille. Si Dong-hyuk a réussi à s'échapper, c'est uniquement parce qu'il a entendu parler du goût merveilleux du poulet bouilli et de la viande grillée par-delà la clôture.

Depuis sa fuite, Dong-hyuk est devenu un important activiste des droits de la personne en Corée du Nord. Il voyage partout dans le monde. Il a accordé une entrevue à l'émission *60 Minutes* et a eu des rencontres avec des sénateurs et des candidats à la présidence des États-Unis. Il collabore avec des organismes non-gouvernementaux pour obtenir des Nations Unies qu'elle procède à une enquête sur les violations des droits de la personne en Corée du Nord. En trois ans, Shin Dong-hyuk a travaillé inlassablement pour sensibiliser l'opinion publique aux graves violations de ces droits et pour encourager l'adoption de mesures de redressement. Il se rend compte que les problèmes sont énormes. Sidérées par les tensions politiques dans la péninsule coréenne, plusieurs personnes peinent à imaginer une solution. Quelque 24 millions de personnes sont plongées dans le cauchemar totalitaire de la Corée du Nord. Deux cent mille personnes sont dans des camps de travail aménagés dans des zones de contrôle intégral. Le pays est économiquement exsangue et la population subit un lavage de cerveau fondé sur le culte de la personnalité. Ce *songun*, comme on le dénomme, exige une soumission totale à la dynastie Kim⁷. La Chine tire profit de cette situation⁸, et la Corée du Sud n'a pas intérêt à s'approprier une population aussi disparate.⁹ Les États-Unis et le Japon craignent surtout la prolifération nucléaire. Plusieurs militants des droits de la personne estiment que la situation des droits de la personne en Corée du Nord est sans espoir parce que les puissants intérêts s'intéressent davantage à d'autres questions¹⁰.

Pourtant Shin Dong-hyuk croit sincèrement que les étudiants universitaires à Halifax, en Nouvelle-Écosse, sont plus susceptibles d'aider les 200 000 prisonniers nord-coréens que les hauts gradés militaires. Cette croyance n'est

⁶ *ibid*

⁷ Habib, B. (2011). North Korea's nuclear weapons programme and the maintenance of the Songun system. *PACIFIC REVIEW* 24 (1) 43-64

⁸ Yoon, S.H., Lee, S.O. (2013). From old comrades to new partnerships: dynamic development of economic relations between China and North Korea. *GEOGRAPHICAL JOURNAL*. 179, 19-31

⁹ Chang, Y., Haggard, S., Noland, M. (2009) Exit polls: Refugee assessments of North Korea's transition *JOURNAL OF COMPARATIVE ECONOMICS* Volume: 37(1) , 144-150

¹⁰ Chaibong, H. (2005). The Two South Koreas: A House Divided. *The Washington Quarterly*. 28(3), 57 – 72.

aucunement naïve. Dong-hyuk n'a pas suggéré que les étudiants créent un grand mouvement en vue de renverser brusquement la situation. Il conçoit les efforts des étudiants comme une petite lumière au bout d'un long tunnel. Il estime que les démarches entreprises aujourd'hui pourraient donner un plus grand rayonnement à cette lumière au gré des progrès réalisés, de l'accumulation des pressions politiques et de l'accroissement de la participation des gens.

Je conviens que l'activisme que l'on peut susciter en milieu universitaire et chez les étudiants est une grande source d'espoir¹¹. Quel est le secret de l'expérience universitaire susceptible de faire naître un tel espoir dans une situation aussi désespérée? Le récit des événements qui ont conduit Shin Dong-hyuk à se rendre à Halifax indique que l'université détient une immense capacité de susciter des progrès sociaux grâce à une simple qualité : celle de l'audace. En outre, l'université est un espace important au sein de l'éthique plus générale de la protestation, de l'activisme et de la dissidence. D'une part, elle a le potentiel de gêner les autorités et le fonctionnement ordinaire de la société. D'autre part, elle confère aux activistes formulant des exigences audacieuses la possibilité de voir leurs exigences prises au sérieux. Mais cette possibilité est mise en péril sur deux fronts. Premièrement, les pressions de plus en plus fortes en faveur de la neutralité politique en milieu universitaire provenant des programmes axés sur les carrières limitent sensiblement la capacité des étudiants et des professeurs de faire preuve d'audace, de se mouiller et de lutter en faveur d'un changement social progressif. Deuxièmement, la culture politique de l'austérité visant le monde universitaire a des effets préjudiciables sur sa capacité de faciliter des mesures importantes axées sur les problèmes sociaux complexes. Ensemble, ces deux fronts risquent de compromettre la plus grande force de changement que l'université peut offrir à la société.

La thèse proposée dans le présent document, c'est que l'université peut devenir un des principaux agents du changement social progressif en se faisant la championne de l'activisme, de la défense des droits et de l'audace. Pendant des centaines d'années, l'activisme est apparu et s'est développé dans le monde universitaire et, dans bien des cas, a joué un rôle énorme dans la transformation du débat et l'orientation morale des problèmes socialement complexes. Je crois que l'université, en plus d'offrir un espace important pour l'organisation, a une capacité à nulle autre pareille d'influencer le dialogue moral concernant des enjeux sociaux urgents et de contester directement les institutions du pouvoir. Les historiens, les politiciens et les administrateurs universitaires ne prêtent pas toujours suffisamment attention à l'importance de l'activisme universitaire qui, en influant sur l'éthique de la dissidence, favorise le changement social progressif. La dissidence est trop souvent reléguée au rang d'une activité relativement éloignée de la mission principale de l'université. Mais la capacité des étudiants de s'organiser, de sensibiliser leur milieu et d'éveiller l'attention des politiciens

¹¹ Dans le présent document, j'emploie le mot « université » pour désigner une institution au sein de la société plutôt qu'une université particulière.

est une dimension irremplaçable de l'expérience universitaire que presque aucune autre institution ne peut imiter. Les gouvernements, les organismes non-gouvernementaux, les institutions financières internationales et le secteur privé sont tous prisonniers de structures plus étroites qui limitent leur audace. Le présent document analyse les expériences d'une classe qui a voulu soutenir le rôle de l'activisme en milieu universitaire en intégrant la dissidence, l'activisme et la défense des droits au programme scolaire. Tout d'abord traitée avec mépris par le corps enseignant et plus tard louangée par l'administration universitaire, l'expérience sans précédent de *Développement et activisme* avec le défenseur des droits de la personne Shin Dong-hyuk illustre l'énorme capacité des étudiants de contester les normes actuelles.

Je ne prétends pas que *Développement et activisme* est un modèle d'activisme pour le monde universitaire. Toutefois, je soutiens qu'un cours sur la philosophie, l'histoire et les méthodes d'organisation de la protestation a donné aux étudiants la possibilité de mettre en évidence l'éthique de la protestation et de faire un apport sensible au changement social progressif.

Depuis quelques années, et notamment depuis le printemps arabe, le mouvement *Occupy*, *Los Indignados* et *Idle No More*, le rôle de l'activisme suscite de plus en plus d'intérêt. Les efforts visant à déterminer comment le monde universitaire peut négocier l'éthique de la protestation, de la dissidence et de l'activisme contribuent non seulement à éclairer cette question, mais ouvrent la porte à l'habilitation des personnes qui refusent d'accepter le monde dont ils sont censés être les héritiers.

Un cours sur la dissidence

J'enseigne sur le développement international, un sujet qui traite de la pauvreté, des inégalités, de la justice sociale et de la dégradation de l'environnement; des problèmes qui comptent parmi les plus épineux au monde. Lors de mon entrevue d'embauche, j'ai affirmé que le développement international était un sujet appelé à disparaître. En disant cela, je ne voulais pas dire que je m'associais à la décision du premier ministre Harper annoncée dans le budget fédéral de 2013 de supprimer le développement international en intégrant l'Agence canadienne de développement international au ministère des Affaires étrangères. Ce que je dis, c'est que si, comme société, nous essayons encore dans 100 ans de régler le problème de la pauvreté, c'est que nous aurons échoué dans nos démarches en vue de trouver des solutions aux problèmes mondiaux les plus urgents. Si nous nous heurtons encore à des violations des droits de la personne, c'est que nous aurons échoué. Si nous n'avons pas remédié aux dommages environnementaux, aux inégalités en matière de santé, à la marginalisation et à d'autres damnations, c'est que nous aurons échoué. Dans 100 ans, il ne devrait plus y avoir d'études du développement international, non pas en raison de contraintes budgétaires, mais parce qu'il ne sera plus nécessaire d'étudier les problèmes mentionnés ci-dessus.

Je crois fermement que le monde universitaire offre un espace incomparable pour favoriser une dissidence audacieuse ciblée sur les problèmes sociaux complexes. Cet espace réservé à l'audace est indispensable pour surmonter ces problèmes et devrait être soutenu sans réserve par les universités et les gouvernements pour encourager le changement social progressif. Peu d'institutions autres que l'université permettent le type d'audace requis pour s'attaquer de manière sérieuse aux structures de pouvoir qui perpétuent l'injustice sociale et l'absence d'équité. Certes, il existe de nombreuses institutions dans les secteurs privé et non-gouvernemental qui se livrent à des expériences courageuses à l'appui du changement social progressif. À quelques exceptions près, toutefois, la plupart des organisations réagissent à des calamités humaines et se soucient peu d'élaborer des solutions fondamentales et novatrices pour remplacer les politiques actuellement en vigueur¹².

Au sein des administrations publiques, les employés sont souvent assujettis à des contraintes établies par les ministères et par des mandats déterminés au préalable. Une réaction de la direction à un concept novateur d'un employé risque de s'apparenter à des questions du genre : « Quelle demande d'intervention allez-vous remplir pour mettre cela à exécution? Parlez à votre ES-5 pour vous assurer qu'il y a un budget concernant une telle démarche! ». Dans le secteur privé, la recherche du profit a pour objet d'orienter l'innovation. Si quelqu'un déclare « Je vais maîtriser le changement climatique », la réponse sera une variation sur le thème « Comment allez-vous faire du fric? » Enfin, dans le cas des organismes non-gouvernementaux – qui sont eux-mêmes activistes –, toute déclaration s'attaquant violemment aux carences des politiques gouvernementales risque d'entraîner une perte de leur source de financement. Bref, l'université est un espace exceptionnel où les gens peuvent rêver sur une grande échelle, s'organiser et, surtout, être traités sérieusement par la société. Il est même possible de recevoir des subventions de recherche pour l'audace ou d'enseigner des tactiques en matière d'activisme.

L'idée centrale du cours *Développement et activisme* trouve son origine dans les demandes des étudiants. Au cours de multiples consultations auprès de ces derniers, le Département d'études en développement international faisait l'objet d'une critique constante : bien que plusieurs cours offerts dans le cadre du programme préconisent une réflexion critique sur les processus de développement, le seul stage pratique du cours portait sur un ensemble de compétences en accord avec le système. Les étudiants se reportaient à notre cours intitulé *Pratiques du développement*, qui privilégie la négociation du secteur non-gouvernemental, en vue d'obtenir du financement d'organismes comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Comme les étudiants le signalaient de manière fort pertinente, le type de développement

¹² Tout cela ne doit pas être pris au pied de la lettre puisqu'il y a plusieurs fondations, ONG et centres d'études qui élaborent des solutions innovatrices et qui, souvent, le font en lien étroit avec des universitaires. Il en va ainsi aussi bien pour les organismes de gauche que pour celles qui penchent à droite.

promu par l'ACDI fait l'objet de nombreuses critiques¹³. Maintenant que l'ACDI a été intégrée au ministère des Affaires étrangères du Canada, jamais le besoin d'effectuer des analyses critiques et engagées sur l'avenir du développement international au Canada n'aura été aussi grand.

Une bataille sur deux fronts

On ne manque pas de critiquer les cours comme *Développement et activisme* dans les universités. À Dalhousie, l'idée de faire participer les étudiants à une forme de politique comme celle-là a été accueillie avec crainte et suspicion, voire avec mépris. Le cours s'apparente à plusieurs autres cours de troisième année en arts et en sciences sociales puisque les étudiants qui le suivent doivent consacrer beaucoup de temps à la lecture, passer un examen et rédiger une dissertation. En outre, les étudiants doivent assister à des conférences. Des représentants des médias, des parlementaires et des policiers sont tous invités à répondre à la question : « Comment, à titre d'étudiants, de citoyens et d'activistes, suscitons-nous votre attention? » « Que souhaitez-vous de notre part pour qu'il y ait davantage de changement social progressif? » Le cours comporte en outre une composante d'apprentissage où les étudiants travaillent ensemble en vue d'organiser la participation communautaire et la défense politique des droits par le biais de la protestation. L'idée d'un cours où l'on évalue les étudiants qui organisent des mesures de protestation n'a pas été bien accueillie par les membres de la collectivité d'Halifax et du corps professoral de l'université. Certains étudiants du programme d'études de développement international ont déclaré ne pas s'être inscrits au cours *Développement et activisme* parce que ce titre présuppose un radicalisme de gauche. Comme l'a signalé un étudiant, « nous ne voulions pas suivre un cours pour apprendre aux hippies comment faire résonner les tambours. »

L'éthique de la protestation

Des collègues et le public ont trouvé la part d'activisme très problématique et plusieurs ont même estimé qu'il s'agissait d'un sujet que les étudiants ne devraient pas être tenus d'aborder en classe. Les étudiants avaient beau avoir été associés à des expériences de protestation dans le passé, l'idée de valider tout cela par un relevé de notes semblait inacceptable. Plusieurs croyaient que le cours n'établissait pas une distinction suffisante entre la mission de l'université, qui est de créer du savoir, et son souci de faciliter les ambitions politiques des étudiants. Lorsque les membres du Comité de développement des études universitaires ont été informés du cours, ils m'ont demandé de comparaître devant eux pour défendre le cours. Plusieurs étaient déterminés à le faire rayer de la liste des cours offerts par l'université. Un des membres m'a demandé ce que je comptais faire si des éléments radicaux prenaient le contrôle du cours. Un

¹³ Huish, Robert & Jerry Spiegel. (2012). First as Tragedy and then as Farce: Canadian Foreign Aid for Global Health (a response to the Global Health Working Group). *Canadian Foreign Policy Journal*.

autre voulait savoir comment je m'y prendrais pour éviter que l'on incendie une voiture de police ou que l'on ne se mette à briser des fenêtres. J'ai répondu au premier que les éléments d'apprentissage pratique du cours se limiteraient aux aspects légaux de la protestation et que, tout en analysant la dissidence illégale, celle-ci ne ferait pas partie des stages pratiques d'apprentissage. Au deuxième, j'ai suggéré que le comité s'adresse au département de chimie, car j'ignorais tout concernant les méthodes utilisées pour incendier une voiture de police. Puis, j'ai rappelé au comité que le cours portait sur l'analyse des méthodes de dissidence qui sont conformes à la loi et protégées par elle. La mise à feu d'une voiture de police ne figurait donc pas au programme.

Entre-temps, les critiques de gauche soutenaient que l'activisme ne pouvait tout simplement pas être enseigné – aucun cours ne pouvait conférer le titre d'activiste. Lors du Congrès de la Fédération canadienne des sciences humaines de cette année, par exemple, un collègue m'a déclaré : « Vous ne pouvez pas donner à quelqu'un un certificat en activisme. Quelqu'un peut-il être un activiste et ne pas suivre votre cours? Ou tous les activistes doivent-ils se conformer à vos prescriptions? » Ces critiques soutenaient que l'activisme était le résultat d'une profonde réflexion personnelle destinée à susciter la passion pour une cause et que le style relativement libéral de dissidence de la composante d'apprentissage pratique de mon cours n'était pas vraiment authentique.

Les journaux ont publié des articles concernant le cours et les réactions des lecteurs ont permis d'établir jusqu'à quel point l'activisme est considéré comme inopportun en milieu universitaire. La plupart des commentaires parus dans le *Chronicle Herald* de Halifax et dans le *Globe and Mail* en décembre 2010 soutenaient que l'activisme était dangereux, illégal et inutile¹⁴. Les lecteurs n'avaient que mépris pour l'idée que la protestation pouvait être étudiée dans un cadre universitaire et affirmaient que l'éthique de la dissidence avait davantage pour objet de gêner les citoyens respectueux des lois que de susciter une remise en question pacifique des structures du pouvoir. Un des commentaires parus dans le *Globe and Mail* se lisait comme suit : « Ils ne peuvent pas faire ça! Il leur faut un permis! Tout cela est illégal! Et qu'en est-il de l'assurance? Ils ne peuvent pas sortir du périmètre de l'université sans avoir de l'assurance¹⁵. » Plusieurs ont suggéré que le cours avait « une valeur mondiale réelle ». Un lecteur concluait par ces mots : « Un cours pour les esprits frivoles! Quel gaspillage de fonds publics!¹⁶ » Ces commentaires présupposaient généralement que l'éthique de la protestation porte sur l'expression violente plutôt que sur une dissidence osée. Les critiques jugeaient le cours moralement douteux et vraisemblablement plus orienté vers la destruction physique des biens publics que vers l'engagement politique.

¹⁴ Bradshaw, J. (2010). Marching for Marks. *The Globe and Mail*, 9 décembre. Tiré de: <http://www.theglobeandmail.com/news/national/marching-for-marks-dalhousie-students-get-a-lesson-in-protesting/article562695/>

¹⁵ *ibid*

¹⁶ *ibid*

Les réactions négatives aux articles ne se limitaient pas à la section des journaux réservés aux lettres des lecteurs. Le *Winnipeg Free Press* a publié un éditorial signé Carson Jerema, selon qui l'activisme comme objet d'un cours universitaire soulevait de graves problèmes éthiques:

Associer les études universitaires et la politique, ou mêler les deux, ne va pas sans difficulté. Le problème, ce n'est pas que l'on empoisonnera l'esprit des étudiants ou que les professeurs doivent demeurer neutres. C'est plutôt que les deux ont des objectifs séparés. La politique porte sur la prise de décisions et, en fin de compte, sur la poursuite du pouvoir. Il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse du pouvoir pour une seule personne ou pour un petit groupe de personnes, ou du pouvoir pour des partis politiques. Il pourrait s'agir du pouvoir largement dispersé. L'université a pour mission la poursuite de la vérité¹⁷.

Ainsi, selon Jerema, la recherche de la vérité doit se faire dans un milieu stérile affranchi des querelles politiques. Mais peut-on poursuivre le savoir à l'abri de la politique? Plusieurs chercheurs soutiennent qu'il est futile de suggérer que la recherche soit séparée du pouvoir^{18/19}.

Un collègue d'une université voisine a pris le temps de rédiger un article contre le cours et de le faire paraître dans le journal du syndicat étudiant de son université. L'auteur prétend que, dans le cas de *Développement et activisme*, la promotion de l'activisme est incompatible avec la mission de l'université, qui est d'apprendre aux étudiants la vérité plutôt que les tactiques de « recherche du pouvoir. » Ce collègue a prétendu que le cours semblait « commencer par les conclusions plutôt que d'y arriver²⁰. »

Ces critiques allaient bien au-delà du renforcement des stéréotypes de protestation : ils contestaient la légitimité de la connaissance dans un cours axé sur la dissidence. Plutôt que d'analyser comment les conceptions du pouvoir et de l'espace sont négociées au moyen de la protestation, ces pontifes considéraient l'activisme comme un savoir ne convenant pas au milieu universitaire, soit parce qu'il était moralement risqué de produire des connaissances sur l'engagement, soit parce qu'ils estimaient que quiconque peut acquérir par lui-même des compétences en matière de dissidence. Bref, selon

¹⁷ Jerema, C. (2010). Keep the search for truth and power separate. Voir: <http://www.winnipegfreepress.com/opinion/westview/keep-the-search-for-truth-and-power-separate-112493939.html>

¹⁸ Callahan, D., & Parrens, E. (1995). The ends of medicine: shaping new goals. *Bulletin of the New York Academy of Medicine*, 72(1), 95 - 117.

¹⁹ Foucault, Michel. (1994). *The birth of the clinic: an archaeology of medical perception*. New York: Vintage Books.

²⁰ Mercer, Mark. (2011, January 26 - February 1). The Cranky Professor: Teaching Political Activism at a university. *The Journal: The Student Newspaper of Saint Mary's University*, p. 4.

ces réactions non sollicitées, il serait plus facile de conclure que l'activisme ne doit pas être une matière d'enseignement que de négocier un moyen d'enseigner et de pratiquer la matière en question.

Cette réaction est révélatrice du manque d'appétit de la société canadienne pour l'activisme. On estime que celui-ci est destructeur, inutile et non-professionnel et sa condamnation témoigne d'une plus grande sensibilité au sein du public à l'égard des expressions de dissidence. Le cours ne suggérait aucune tentative de participation à des activités illégales. Il encourageait la participation directe par le biais de mécanismes légaux et comportait une invitation claire à se lancer dans l'action. De fait, la méthodologie du cours repose sur une forme très libérale de protestation et de participation. Ce n'est pas sans difficulté que l'on trouvera des éléments radicaux dans le cours. Pourtant, les réactions donnent à penser que le cours porte préjudice à la société. Pourquoi tant de trépidation à la vue d'étudiants qui s'organisent et qui expriment leur dissidence, même lorsque les sujets ne soulèvent pas d'objections (je ne connais personne ouvertement en faveur d'une hausse de la faim dans le monde ou de la poursuite des violations des droits de la personne en Corée du Nord)²¹? Il y a trois facteurs qui expliquent les vives réactions au cours.

Premièrement, le cours a été offert pour la première fois peu après les protestations auxquelles a donné lieu la réunion du G-20 à Toronto en juin 2010. Au cours de l'été qui a suivi, journaux et chaînes de télévision ont diffusé sans interruption des images de voitures de police incendiées et la violence a incité plusieurs personnes à concevoir l'activisme comme quelque chose de destructeur et de fautif. On a dépeint les activistes comme des fauteurs de troubles raillant la loi et non comme des citoyens engagés pouvant s'exprimer en s'appuyant sur des formes légales de dissidence. Deuxièmement, les mesures prises par la police au cours de l'été de 2010 ont eu pour effet de criminaliser la protestation plutôt que de la reconnaître comme un droit d'expression jouissant de la protection de la société. Jamais dans l'histoire du Canada la police n'avait conçu une collaboration d'une telle ampleur pour infiltrer les organisations étudiantes, les syndicats et les autres groupes qui organisaient des protestations lors de la réunion du G-20. Tout cela a eu pour conséquence que l'image que l'on a projetée des protestataires n'était plus celle de citoyens engagés, encore que chahuteurs, mais celle de radicaux pénalement responsables. On tend de plus en plus à concevoir les universités comme des endroits où l'on prépare les gens à une carrière plutôt que des institutions privilégiant l'apprentissage spécialisé, la créativité, la citoyenneté et l'engagement. Pris comme un tout, ces éléments ont eu pour effet de fomenter une opposition au cours, conçu

²¹ Cette affirmation ne tient plus. Depuis la rédaction du présent document et depuis la fin de mon cours, mes étudiants et moi ont été bombardés de courriels et de messages Facebook provenant de sympathisants de la Corée du Nord qui nous invitent à « la boucler » et de « cesser de répandre des mensonges concernant la glorieuse République démocratique populaire de Corée. »

désormais comme un moyen d'encourager la destruction, le radicalisme et les excès.

Malgré ces difficultés, le cours a été autorisé par le Comité de développement des études universitaires et plus tard louangé par l'administration universitaire. En réponse aux critiques, j'ai déclaré aux membres du Comité de développement des études universitaires que leur conception de la protestation trahissait une certaine étroitesse de vues qui validait de tels stéréotypes et que nous n'avions nullement l'intention de violer les lois ou de placer l'université dans une position où elle pourrait être accusée de diffamation. Le cours permet aux étudiants d'étudier un large éventail de mouvements activistes, mais le stage pratique demeure parfaitement légal et encourage la dissidence pacifique dans l'espace public. J'ai admis devant les médias et d'autres collègues que la protestation a pour objet de susciter de la gêne. Elle vise à déranger. Même au cœur de l'action non-violente, il y a un désir de susciter une réaction agressive en vue de projeter une mauvaise image de l'opposant dans l'opinion publique. Mais ce qui importe dans la formation d'une résistance contre-hégémonique au pouvoir, ce sont les modalités selon lesquelles cette réaction se manifeste et la façon dont le message est contrôlé. C'est pourquoi les tactiques doivent être étudiées, éprouvées et critiquées. La protestation est incroyablement puissante – à tel point qu'elle peut conduire au renversement d'un gouvernement. Mais une telle puissance n'a rien d'accidentel. Elle est le produit d'une coordination et d'une organisation soigneuses. Après avoir médité cette réponse, le Comité de développement des études universitaires a avalisé le cours et le bureau local de Radio-Canada m'a téléphoné pour d'autres entrevues. Mais cette fois, plutôt que de stigmatiser le cours, on m'a demandé mon opinion sur les protestations. Aujourd'hui, on fait l'éloge du cours lors des cérémonies de collation de grades et le bureau de marketing de l'université en diffuse des descriptions aux conseillers d'orientation et aux étudiants d'écoles secondaires.

Lorsque vous manifestez dans les rues

Si les étudiants inscrits au cours avaient fait leur stage pratique dans la cité universitaire, il n'y aurait pas eu de réaction publique. Si les étudiants n'avaient pas défilé dans l'espace public et s'étaient contentés de diffuser leurs messages dans les médias universitaires plutôt que dans les médias nationaux, je suis convaincu qu'ils n'auraient pas attiré l'attention ni suscité de critique. Mais parce que les étudiants ont pris le contrôle de l'espace public, et ce, d'une manière parfaitement légale, c'est-à-dire en tenant une assemblée pacifique et en respectant la liberté d'expression, la notion que des étudiants contrôlent l'espace a provoqué une contestation du droit d'expression au sein de cet espace. Pour tout dire, si, loin de capter l'attention publique, la protestation demeure calme et tranquille, elle suscitera peu d'objections. Mais lorsque, grâce au contrôle de l'espace public, la société est tenue d'écouter les appels à agir, il peut en découler de l'hostilité chez certains et de la solidarité chez d'autres. Cette tension – une tension causée par la transformation de l'espace public en message politique – soulève des questions concernant l'éthique de la

protestation. La protestation est-elle une démarche qui est fondamentalement nécessaire à la société? Ou est-elle fondamentalement gênante pour les structures de responsabilité démocratique au sein des sociétés sur lesquelles les citoyens sont censés exercer du pouvoir?

Les étudiants inscrits au cours ont eux-mêmes insisté sur le fait que l'espace importe pour la protestation si l'on tient à créer de la légitimité entre « le programme politique poursuivi dans un endroit particulier à un moment donné, les forces mondiales qui s'exercent en divers points et les problèmes mondiaux inscrits au programme²². »

Le rôle de l'espace et du lieu est indispensable à l'activisme. Lorsqu'il y a protestation dans un espace urbain particulier, l'objectif est souvent de contrôler l'espace et de créer des rapports en son sein pour que le message domine l'espace²³. L'organisation au sein des emplacements stratégiques importe si l'on veut communiquer un message aux structures de pouvoir par l'intermédiaire de l'espace et du lieu²⁴. Dans les centres urbains, des centaines de milliers de personnes parcourent à tout moment des lieux dominés par le capital et la consommation. On fait des emplettes, on consomme, on fait des transactions et on contribue au fonctionnement de l'économie. Dans ces espaces, les gens ne semblent pas dépaysés tant qu'ils facilitent le comportement normatif des flux de capitaux. Mais si un groupe de moindre taille pénètre dans un espace urbain de consommation et tente de perturber ce comportement normatif, alors ces gens paraissent adopter une conduite déplacée. Lorsqu'une petite protestation commence à contrôler un espace urbain fortement prisé, ne serait-ce que temporairement, les autorités réagissent, et ce, qu'il s'agisse d'une protestation devant une chaîne de commerces de détail, de cyclistes qui se réapproprient les rues sur une grande échelle, ou d'étudiants qui arborent des affiches sur un trottoir dans une zone commerciale où il y a foule. Les autorités réagissent à cause du bouleversement des usages normatifs de l'espace que la société et le gouvernement jugent approprié et moralement bon. La contestation de l'espace donne ainsi aux protestataires la possibilité d'attirer l'attention sur leur cause en dérangeant le public et en faisant intervenir les médias. Dans ces moments, les protestataires ont une possibilité de se présenter, de communiquer un message et de négocier leur interaction avec les autorités. Les actes d'agression à l'égard des autorités peuvent durcir l'attitude du public à l'égard des protestataires, mais une application agressive de la loi peut créer un capital de sympathie pour les protestataires si les médias révèlent qu'une telle intervention manquait de doigté ou n'était nullement nécessaire. La façon dont le groupe parvient à diffuser son

²² Harvey, David. (2004). *Conversations with David Harvey*. Institute of International Studies. University of California Berkeley. Tiré de : <http://globetrotter.berkeley.edu/people4/Harvey/harvey-con3.html>

²³ Della Porta, Donatella, & Diani, Mario. (2006). *Social Movements: An Introduction*. New York: Wiley-Blackwell.

²⁴ Denardo, James. (1985). *Power in Numbers: The Political Strategy of Protest and Rebellion*. Princeton NJ: Princeton University Press.

message en contrôlant avec tact les médiums spatiaux revêt une importance considérable du point de vue de l'efficacité.

Un autre facteur est la nature de l'espace qui est occupé. Les manifestations dans des contextes urbains qui facilitent le flux des capitaux peuvent plus facilement susciter des réactions que des manifestations isolées dans les banlieues. Que l'on songe aux nombreuses protestations syndicales en France en 2010. Des dizaines de milliers de protestataires ont bloqué les principales artères de Paris pour faire part de leurs messages anti-austérité au gouvernement français et aux médias internationaux. Les syndicats ont eu recours à des bannières accrocheuses, à des costumes colorés et à des clips sonores mémorables. Le monde observait le Tout-Paris s'interrompre. Au bout du compte, la réforme des pensions de retraite a été mise en œuvre malgré les pressions énormes contre l'administration Sarkozy. Tout cela soulève la question de l'efficacité du contrôle de l'espace par les protestataires.

À Santiago, au Chili, et à Montréal, au Québec, les étudiants ont pris le contrôle de l'espace universitaire et des espaces urbains pour protester contre la hausse des frais de scolarité imposée par les gouvernements. Les protestations ont duré des mois. Dans certains cas, les mesures ont suscité des réactions violentes de la part de la police. Deux manifestants au Québec ont perdu un œil à cause de balles de caoutchouc²⁵. L'une des occupations d'espace les plus célèbres au Québec fut surnommée «les casseroles» parce que de simples citoyens ont envahi les rues avec casseroles et baguettes en imitant le bruit du tambour. Aussi bien au Chili qu'au Québec, cette manifestation a suscité l'intérêt des médias internationaux. Au Québec, après l'échec des négociations avec les étudiants, le gouvernement provincial a subitement changé de cap et déclaré les protestations illégales, allant jusqu'à menacer d'imposer une amende de 35 000 \$ à tout organisateur encourageant les étudiants à manifester. Le gouvernement a également conféré à la police de nouveaux pouvoirs concernant la dispersion des foules de plus de dix personnes²⁶. Bref, on a décrété que les manifestations étaient illégales au Québec. Le magazine *The Economist* a comparé les mesures prises par le premier ministre Jean Charest à ce titre aux tactiques de Vladimir Poutine visant à neutraliser les protestataires²⁷. De fait, les mesures prises par Charest semblaient provenir du carnet utilisé par la police lors du sommet du G-20 à Toronto en 2010. On a déclaré que les manifestations étaient illégales, on a associé les dissidents à des criminels plutôt qu'à des citoyens et on a interdit toute manifestation de dissidence dans l'espace public. Ces exemples témoignent d'une volonté de plus en plus affirmée des

²⁵ CBC NEWS (2012a). Student Requires Eye Surgery after Quebec Protest. *May 14*. Tiré de : <http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/story/2012/05/04/victoriaville-student-protest-liberal.html>

²⁶ The Canadian Press (2012), Emergency Quebec Legislation Could see Students Fined up to \$35,000. *The National Post*, 18 mai, extrait de: <http://news.nationalpost.com/2012/05/18/emergency-quebec-legislation-could-see-students-fined-up-to-35000/>

²⁷ The Economist, The Empty Kremlin, 21 juillet 2012.

gouvernements de limiter la liberté politique, ainsi que de la conviction des pouvoirs publics qu'ils agiront en toute impunité et que le public acceptera leur interprétation. Mais au Québec, les mesures gouvernementales ont eu l'effet inverse à celui que l'on recherchait. Lorsque le gouvernement a déclaré que toute manifestation était dorénavant illégale, il y a eu une levée de boucliers et les protestations populaires ont été encore plus importantes que celles des étudiants. Tant au Chili qu'au Québec, les protestations étudiantes ont suscité de sévères réactions de la part des pouvoirs publics et de la police. Mais, en fin de compte, elles ont produit des transformations politiques – la libre expression partout dans l'espace public²⁸.

Lorsqu'elles sont efficaces, les protestations contestent l'hégémonie produite par des espaces de pouvoir. Lorsque des activistes prennent le contrôle d'espaces aménagés pour encourager le commerce, il s'ensuit presque toujours une réaction, parfois non voulue. Mitchell interprète ces expressions de contrôle comme une lutte de classes²⁹. Le contrôle de l'espace – comment il est utilisé, qui y a accès, les messages et les normes qu'il transmet – varie selon la partie qui contrôle l'espace urbain. Mais d'autres espaces existent au sein de la cité. Comme les parcs et les jardins, les espaces publics peuvent attirer aussi bien des protestataires que des festivals et des concerts. Les rassemblements dans ces types d'espace sont généralement mieux tolérés. On accepte que les gens se rassemblent et communiquent un message dans un espace public si tel est leur souhait, et il arrive rarement que des rassemblements dans un espace public perturbent le fonctionnement ordinaire de la société. Tant que le rassemblement demeure pacifique et ne déborde pas un espace désigné, la réponse des autorités sera discrète. Plusieurs mouvements *Occupy* aux États-Unis et au Canada ont été tolérés des mois durant avant que les maires ne commencent à exiger l'éviction des protestataires des parcs publics.

Mitchell affirme que « contrôler l'espace, c'est contrôler la politique de l'emplacement... ceux qui commandent l'espace peuvent toujours contrôler la politique d'emplacement³⁰ ». Pourtant, certains espaces sont plus faciles à contrôler que d'autres. Selon les exemples mentionnés ci-dessus, il semble que le contrôle de l'espace urbain consacré à la consommation et au commerce puisse être efficace pour communiquer un message de désobéissance. Depuis la bataille de Seattle en 1999, prendre le contrôle d'un espace urbain est devenu de plus en plus difficile pour les protestataires, surtout lors d'événements comme les réunions du G-8 ou du G-20, les sommets sur le changement climatique et les autres réunions de leaders mondiaux. Dans ces forums, l'espace est dominé par des paysages de pouvoir. Il est très difficile de capter l'espace pour diffuser des revendications et prétendre que des mouvements ont une vision plus respectable que celles des leaders mondiaux. De plus en plus, les sommets sont

²⁸ Ibid.

²⁹ Mitchell, Don. (2008b). The Insidious Work of the University. *Human Geography*, 1, 1 - 11.

³⁰ Mitchell, Don. (2008c). Which Side Are You On? From Haymarket to Now. *ACME*, 7, 59-68.

conçus de manière à contrôler l'espace et à saper l'efficacité de la dissidence³¹. Lors du sommet du G-8 et du G-20 de Toronto, le coût et l'ampleur de la présence policière dans l'espace urbain ont suffi à soulever l'intérêt des médias, et ce, bien avant sa tenue. Mais la présence de la police dans l'espace urbain est souvent organisée en vue de limiter l'espace et de provoquer les instigateurs violents à l'aide de méthodes comme la « poissonnière » (rassembler les protestataires dans un espace étroit). Une force de sécurité de 1,1 milliard de dollars pour le sommet du G-20 de Toronto demande à être justifiée³². Contraindre les activistes à demeurer dans des zones désignées de protestation et limiter la circulation dans les centres villes est plus susceptible de provoquer des conflits que d'assurer la sécurité publique.

Les autorités peuvent contrôler l'espace et neutraliser la capacité des activistes de communiquer leur message. Ce pouvoir de déformer et de manipuler les messages des activistes peut aussi donner lieu à des protestations pacifiques et légales. Le simple fait d'organiser un rassemblement public, et a fortiori d'en confier l'organisation à des étudiants en vue de modifier des politiques, suscite des mots indicateurs. Étudiants + protestation + activisme = incitation à la révolte, et non débat civilisé. La société canadienne ne cesse de diffamer la protestation, qu'elle associe à une activité criminelle. Les gens les plus stigmatisés par ces mesures sont les étudiants. La plus grande opération concertée d'espionnage policier de l'histoire du Canada n'était pas axée sur la mafia, les Hell's Angels, les bandes étrangères, les trafiquants de drogue ou les trafiquants d'armes³³, mais sur des étudiants se livrant à une manifestation lors du sommet du G-20. Compte tenu de ce souci dominant des autorités de criminaliser et de marginaliser la dissidence, l'intervention des étudiants cherchant à mieux comprendre le phénomène de la protestation suscite une réaction féroce, même lorsque leurs exigences sont pacifiques, libérales et progressives.

Nous n'avons pas les moyens pour ce genre de chose

Bien que l'idée de donner des cours d'activisme ait fini par être généralement admise à mon université, notamment grâce au nombre élevé d'étudiants qui s'y inscrivaient, l'audace de la dissidence se heurte à des problèmes plus importants au sein du monde universitaire. Le problème le plus important? L'austérité. Nous savons tous que les gouvernements provinciaux effectuent sans cesse des réductions budgétaires. La réaction des administrateurs tient en peu de mots : « Nous sommes coincés financièrement », ou « Il nous faut faire des économies

³¹ Lipsky, M. (1968). Protest as a Political Resource. *The American Political Science Review*, 62(4), 114 - 1158

³² Groves, T., Dubinsky, Z. (2011). G20 Case Reveals Canada's 'Largest Ever' Police Spy Operation. CBC NEWS. November 22. Retrieved from: <http://www.cbc.ca/news/canada/story/2011/11/22/g20-police-operation.html>

³³ Ibid.

et équilibrer les comptes »³⁴. Mais plusieurs pays comme l'Australie et Cuba, qui se heurtent à des problèmes économiques, ont choisi d'investir énormément dans l'éducation plutôt que de réduire les dépenses au minimum. La société canadienne pourrait sans doute découvrir que l'enseignement supérieur est un avantage, et non un fardeau, pour les économies provinciales. Seulement en Nouvelle-Écosse, les universités contribuent plus de un milliard de dollars à l'économie provinciale³⁵

En se heurtant aux réductions budgétaires, les universités demandent souvent aux étudiants d'acquitter des frais de scolarité plus élevés tout en augmentant la taille des classes. Cette stratégie est souvent promue au nom du maintien, sinon de la hausse, de la qualité de l'éducation. Mais, à vrai dire, elle indique que l'administration universitaire tente de réaliser des économies d'échelle. L'idée est en réalité très simple. On rassemble un nombre trop élevé d'étudiants dans trop peu de salles de classe. Puis on embauche trop peu de professeurs pour enseigner à un nombre trop élevé d'étudiants. Résultat : les réductions budgétaires sont en partie compensées, la taille des classes augmente, les professeurs crèvent sous une charge comportant 400 étudiants chaque année et les étudiants deviennent des numéros plutôt que des noms. Une fois que l'université n'a plus d'espace pour répondre aux besoins des classes de plus grande taille, elle mise sur l'enseignement à distance, les cours en ligne, la diminution des heures de travail, la baisse de la recherche et de l'innovation. Pendant ce temps, les étudiants paient davantage pour avoir le privilège d'obtenir un diplôme.

Les outils d'apprentissage qui s'offrent aux professeurs aux prises avec des classes nombreuses sont les examens et les tests à choix multiples. Il est impossible pour un professeur d'interagir avec chaque étudiant lorsque la classe en compte 200. La taille de la classe équivaut au nombre de passagers sur un Boeing 767. Tout agent de bord confirmera qu'obtenir l'attention de 200 personnes enfermées dans un espace limité pour leur transmettre des renseignements en matière de sécurité n'a rien de facile. Et il s'agit alors d'une question de vie ou de mort qui ne peut pas faire l'objet d'un téléchargement de notes le jour suivant. La salle de cours en milieu universitaire constitue un défi du même ordre.

Les compressions budgétaires ont pour conséquence que les universités tentent de réaliser des économies d'échelle qui aboutissent à une insuffisance d'espace physique. Les membres du corps professoral sont inévitablement

³⁴ CBC NEWS (2012b). Nova Scotia University Funding To Be Cut by 3 Percent. *May 14*. Extrait de: <http://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/story/2012/01/05/ns-university-funding-cut.html>

³⁵ Gardner, P. (2011). Export Value of Nova Scotia Universities. Extrait de : http://www.atlanticuniversities.ca/system/files/documents/CONSUPReports/Export%20Value%20of%20NS%20Universities_Final.pdf

encouragés à se lancer dans l'apprentissage électronique, un domaine où la taille des classes est sans limites.

L'apprentissage électronique est un moyen remarquable d'apprendre des langues, les mathématiques et les sciences fondamentales. Mais quelle sorte de génie audacieux produira les plateformes d'apprentissage électronique? Même les experts en éducation numérique nous disent que nous apprenons beaucoup plus dans les interactions face-à-face que dans les communications en ligne. Qu'il s'agisse de répondre à des questionnaires à choix multiples en ligne, de lire 12 chapitres d'un manuel, d'étudier des notes de cours affichées sur Internet, les étudiants ne bénéficient pas des caractéristiques intangibles de l'interaction et de la participation à une classe. Si nous concevons l'apprentissage électronique comme un moyen de pallier les mesures d'austérité plutôt qu'un mode d'innovation, nous sommes susceptibles de créer une expérience pédagogique de qualité inférieure.

Portez attention aux discours d'acceptation de tout lauréat du Prix Nobel. Aucun d'entre eux n'a attribué son prix à un examen à domicile pour un cours d'« Introduction à la science économique ». Aucun d'entre eux n'a soutenu que, après avoir lu les exposés en ligne de ses professeurs de premier cycle, ils se sont levés pour proclamer : « Oui, mon Dieu! Tout cela m'est venu à l'esprit alors que je contemplais les notes grammaticalement fautives que mon professeur avait inscrites en ligne. Elles m'ont donné l'inspiration requise pour adopter une nouvelle orientation et contester les systèmes avec lesquels je suis en désaccord. » Aucun n'a jamais tenu de tels propos et, selon toute vraisemblance, aucun n'en tiendra.

Dans le passé, les universités détenaient le monopole du savoir. Elles le créaient, elles l'enseignaient et elles le diffusaient. Au XXI^e siècle, toutefois, tout cela peut se faire en dehors du milieu universitaire. Aujourd'hui, les *think tanks* et le secteur privé créent du savoir et, malgré son incapacité de susciter le changement social, l'apprentissage électronique peut nous apprendre des choses comme les langues et les sciences. Les forums comme les *TED talks* diffusent également des connaissances à un rythme remarquable. Les administrations universitaires qui tentent de se plier aux contraintes budgétaires grâce à l'augmentation de la taille des classes, à l'apprentissage électronique et aux examens fondés sur les faits seront toujours en train d'essayer de rattraper d'autres secteurs qui peuvent faire mieux et plus efficacement. C'est pourquoi l'université doit trouver un créneau qu'aucune autre institution ne peut offrir. Ce créneau est un espace pour l'audace, l'organisation et la dissidence offrant aux gens un lieu où ils n'ont pas besoin de se contenter d'être insatisfaits du monde dans lequel ils vivent, où ils n'ont pas besoin d'accepter le statu quo comme une réalité inéluctable.

C'est compliqué

En tant que société mondiale, nous nous heurtons aux problèmes les plus complexes de l'histoire de l'humanité – qu'il s'agisse de la persistance de la pauvreté, du changement climatique et des violations des droits de la personne en Corée du Nord et ailleurs. Susciter la capacité de s'attaquer à ces problèmes est sans doute la plus grande crise que l'université doit surmonter. Aucun de ces problèmes ne se prête à des solutions toutes faites et les questionnaires à choix multiples ne les feront pas disparaître. Il n'y a pas de cours d'apprentissage électronique pour un certificat en audace. Pourtant, la capacité de l'université de jouer un rôle dans le changement social n'est pas pour autant réduite à néant. Une grande possibilité s'offre à elle : se prévaloir de la capacité d'organiser la dissidence et les enjeux sociaux complexes. Le rôle de l'université ne consiste pas uniquement à enseigner aux étudiants les compétences techniques requises pour l'organisation. Encore doit-elle mettre en question l'interprétation dominante selon laquelle la protestation, la dissidence et l'audace n'ont pas leur place au sein de la société.

Ce n'est pas la première fois que cela se produit. Au cours des années 1950, alors que se développait le mouvement des droits civils, le professeur James Lawson donnait des cours à l'Université Fisk, au Tennessee, où il enseignait aux étudiants comment protester³⁶. Les séminaires du professeur Lawson portaient sur les tactiques à utiliser pour occuper des comptoirs de casse-croûte et sur les moyens de mettre fin à la ségrégation grâce à la résistance non-violente. Les étudiants étaient si bien organisés – on précisait même la façon dont ils devaient s'habiller – qu'ils contrôlaient entièrement l'utilisation de l'espace lorsque la police et la foule les délogeaient. Ils avaient fait en sorte que des photographes, des caméramans et des écrivains soient présents pour illustrer la brutalité de la ségrégation. Si les images des policiers traînant des étudiants universitaires en tenue vestimentaire impeccable hors des restaurants ont eu un effet puissant au sein de la société qui s'opposait moralement à la ségrégation, c'est que l'on n'avait rien laissé au hasard. Ainsi, les mesures visant à défier la loi ont pu être jugées moralement inappropriées, mais elles ont modifié la donne sociale de manière à ce que la loi elle-même soit jugée immorale.

Alice Paul était une étudiante universitaire lorsqu'elle a fait une grève de la faim pour convaincre le Président Wilson de donner aux femmes le droit de vote aux États-Unis. Elle a été accusée de plusieurs délits et notamment de bloquer la circulation des voitures. Mais lorsqu'elle était en prison, elle a refusé la nourriture qu'on lui offrait et sa grève de la faim a soumis le Président Wilson à d'énormes pressions. Wilson a fini par céder et accorder aux femmes le droit de vote à titre de mesure de guerre provisoire. Certes, d'autres politiques étaient en jeu, mais on ne saurait sous-estimer la pression sur la Maison-Blanche découlant de la sympathie pour Alice Paul.

³⁶ Lawson, S. (1991). Freedom then, Freedom now: The Historiography of the Civil Rights Movement. *American Historical Review*. 96(2), 456 – 471.

Les plus grandes protestations contre la guerre au Vietnam ont été organisées dans les universités partout dans le monde. Ce sont les organisations étudiantes qui ont exercé des pressions pour le suffrage universel, les droits civils, les droits des femmes, l'équité entre les sexes et même la chute de Slobodan Milošević. La révolution égyptienne et l'occupation de la place Tahrir n'ont pas été des accidents de Twitter : dans le cadre d'une organisation baptisée Mouvement du 6 avril, les étudiants avaient organisé la révolution trois ans plus tôt. Au Canada, les mouvements étudiants ont également joué un rôle énorme dans la chute du gouvernement Charest au Québec. En tant que facteur d'organisation, les étudiants sont une force trop puissante pour que les gouvernements puissent la supprimer. Cette force aide à comprendre pourquoi le Canada a consacré le budget de police le plus important de son histoire à l'infiltration de groupes étudiants³⁷. Le fait que l'université traite les étudiants comme des numéros ou comme des clients épuise sa capacité d'organiser, de promouvoir la dissidence et de contester les lois et les normes sociales immorales. Beaucoup de professeurs, dont moi-même, ne sont pas résignés à une telle situation. Avec d'autres, j'offre aux classes la possibilité d'encourager les étudiants à s'initier à la théorie et à la pratique de l'activisme pour que les étudiants fassent preuve d'audace et puissent contester les enjeux directement en proposant des changements.

Audace plutôt qu'austérité

Pour obtenir des crédits, les étudiants inscrits au cours *Développement et activisme* de l'Université Dalhousie sont descendus dans la rue pour manifester contre les violations des droits de la personne en Corée du Nord. Ils se sont organisés en comités, ont conçu des slogans, éveillé l'intérêt des médias sociaux et traditionnels, rédigé des discours et des chansons et posté des exemplaires du manuel de Blaine Harden intitulé *Escape from Camp 14* aux députés fédéraux en leur demandant de placer les droits de la personne au premier plan des pourparlers sur la Corée du Nord. Leur message était que la Corée du Nord n'était pas seulement une question ennuyeuse centrée sur la menace d'une guerre nucléaire, mais que les droits de la personne étaient de loin l'enjeu le plus important³⁸.

Grâce à la couverture médiatique des marches et des photos, Shin Dong-hyuk a entendu parler du mouvement et fait parvenir un message pour signaler son arrivée prochaine. La classe a recueilli des fonds pour son billet d'avion, annoncé sa venue et facilité son voyage et celui de Henry Song, son ami et traducteur, à Halifax. Lorsque Dong-hyuk et Song sont arrivés, nous avons organisé une conférence à laquelle ont assisté quelque 600 personnes – dans un espace pouvant en contenir 250. Une fois de plus, des critiques du cours ont

³⁷ Groves, T., Dubinsky, Z. (2011).

³⁸ Brooks Arenburg, P. (2013). Live Free or Die. *The Chronicle Herald*. March 8. Extrait de: http://dev.thechronicleherald.ca/novascotia/903545-live-free-or-die?utm_source=website&utm_medium=banner&utm_campaign=most_read

paru dans les journaux d'Halifax. Mais cette fois, les critiques ne portaient pas sur les protestations étudiantes, mais sur le fait que des citoyens n'avaient pu trouver place dans la salle.

Lors de sa conférence, Shin Dong-hyuk a raconté la tragédie qu'il avait vécue et invité les gens à protester contre le régime de Kim Jong Un, un despote qui continue de torturer et de brutaliser les prisonniers nord-coréens. Chaque jour, la Corée du Nord viole tous les articles de la Déclaration des droits et libertés. Et pourtant les leaders mondiaux se montrent souvent tièdes lorsqu'il est question de soulever des questions sur le respect des droits de la personne dans un pays.

Dong-hyuk nous a également expliqué pourquoi il était venu nous rencontrer et pourquoi il a déclaré à des généraux des États-Unis et à des ambassadeurs des Nations Unies qu'il ne pouvait accepter leur invitation. Il est venu parce qu'il estimait avoir besoin de rencontrer un groupe d'étudiants pouvant lui procurer de l'espoir. Il a dit que, dans le camp, il était difficile d'avoir des émotions. Un mécanisme de survie était à l'œuvre. Il nous a dit que, à la vue d'étudiants s'organisant et affrontant le froid pour envoyer un message, non pas de sympathie, mais d'action, il a ressenti quelque chose qu'il n'avait jamais ressenti auparavant : il a été saisi d'un sentiment d'espoir. Il nous a demandé de poursuivre la lutte et d'agir, d'organiser et de maintenir la pression pour dénoncer la situation des personnes détenues dans les goulags de la Corée du Nord.

Le message de Dong-hyuk a touché le cœur de plusieurs étudiants. Je crois que Dong-hyuk a vu juste. Lorsqu'il s'agit de la Corée du Nord, les politiciens ont relégué les droits de la personne à l'arrière-plan, loin derrière les menaces nucléaires du pays. Les médias se moquent de la Corée du Nord, qu'ils considèrent comme un pays étrange dirigé par une sorte de bébé bouffon. Curieusement, les grands médias se gardent souvent de dire quoi que ce soit au sujet des droits de la personne et disent craindre plutôt que Pyongyang déclenche une guerre nucléaire. Les chefs militaires sont assujettis à des contraintes politiques, tout comme les ambassadeurs auprès des Nations Unies. La place où des centaines de personnes ont pu se rassembler pour critiquer ouvertement le refus de la Corée du Nord de respecter les droits de la personne a été l'université. Le message a été entendu partout dans le monde et le projet du Camp 14 est maintenant en voie d'être organisé dans différentes universités, depuis le Texas jusqu'en Corée du Sud.

Shin Dong-hyuk a évoqué des crises des droits de la personne qu'il semblait impossible de résoudre dans le passé, des régimes qu'il semblait impossible de renverser – l'Allemagne nazie, le régime des Khmers rouges, l'URSS de Staline – et même de l'esclavage aux États-Unis au XIX^e siècle. Son message était que les dictateurs et les despotes, l'apathie et la négligence, peuvent disparaître rapidement et l'éthique ouvrir la voie à une conscience morale qui nécessite des mesures immédiates quel qu'en soit le prix. C'est pourquoi l'université devrait se faire la championne de la dissidence. Elle devrait reconnaître que peu d'autres espaces ont la capacité de favoriser l'audace et que professeurs, étudiants et

membres de la collectivité peuvent utiliser l'espace universitaire pour s'attaquer à certains des problèmes les plus urgents auxquels se heurte la société aujourd'hui. Il y a eu une époque où les universités ont réussi à rajuster la conscience morale de la dissidence chez les audacieux. Cela pourrait se produire à nouveau.

Toutefois, lorsqu'il est question de résoudre un problème comme celui de la Corée du Nord, les étudiants peuvent-ils vraiment aider à renverser une dictature? Certains prétendent que des protestations ne peuvent produire de résultat raisonnable dans le cas de la péninsule coréenne parce que la situation est socialement complexe, politiquement perplexe et financièrement coûteuse. Mais la même excuse a été utilisée au cours de l'histoire pour tolérer de très graves violations des droits de la personne. On disait la même chose au sujet de l'Allemagne nazie dans les années 1930, au sujet des goulags de Staline dans les années 1940 et au sujet de l'esclavage il y a 150 ans. Selon les nombreux arguments invoqués alors, il était moral de ne pas agir.

Mais l'histoire révèle que le refus d'ignorer et la persistance dans la participation au changement peuvent être une force mondiale trop puissante pour qu'une dictature puisse la supprimer. C'est là le rôle des protestations, de l'activisme, de la solidarité. Bien que certains puissent se montrer tièdes concernant les professeurs qui légitiment la protestation, les critiques gagneraient à se rappeler que le succès de la dissidence organisée peut influencer les valeurs morales d'un pays et d'une société.

L'université peut encourager l'audace, les mouvements sociaux et le changement progressif. De Martin Luther à Martin Luther King Jr., l'université a joué un rôle important en vue de modifier les idées dominantes. Plutôt que de concevoir l'université comme un fardeau social pour quelques privilégiés, la société devrait reconnaître l'université comme une institution dotée d'une capacité fondamentale militant pour un bien moral progressif. Aucun manuel ou questionnaire à choix multiples ne peut inspirer le désir de s'attaquer au changement climatique, aux violations des droits de la personne ou à la marginalisation sociale. Mais on peut s'attaquer à ces problèmes complexes en permettant aux étudiants qui le souhaitent de s'organiser pour que les problèmes sociaux les plus complexes au monde disparaissent et que la dissidence audacieuse soit reconnue comme une forme indispensable de participation à la vie civile et non pas comme un savoir dangereux et nuisible.

Références :

- Bradshaw, J. (2010). Marching for Marks. *The Globe and Mail*. December 9. Retrieved from: <http://www.theglobeandmail.com/news/national/marching-for-marks-dalhousie-students-get-a-lesson-in-protesting/article562695/>
- Brooks Arenburg, P. (2013). Live Free or Die. *The Chronicle Herald*. March 8. Retrieved from: http://dev.thechronicleherald.ca/novascotia/903545-live-free-or-die?utm_source=website&utm_medium=banner&utm_campaign=most_read
- Callahan, D., & Parrens, E. (1995). The ends of medicine: shaping new goals. *Bulletin of the New York Academy of Medicine*, 72(1), 95 - 117.
- CBC NEWS (2012a). Student Requires Eye Surgery after Quebec Protest. May 14. Retrieved from: <http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/story/2012/05/04/victoriaville-student-protest-liberal.html>
- CBC NEWS (2012b). Nova Scotia University Funding To Be Cut by 3 Percent. May 14. Retrieved from: <http://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/story/2012/01/05/ns-university-funding-cut.html>
- Chang, Y., Haggard, S., Noland, M. (2009) Exit polls: Refugee assessments of North Korea's transition *JOURNAL OF COMPARATIVE ECONOMICS* Volume: 37(1) , 144-150
- Chaibong, H. (2005). The Two South Koreas: A House Divided. *The Washington Quarterly*. 28(3), 57 – 72.
- Della Porta, D., & Diani, M. (2006). *Social Movements: An Introduction*. New York: Wiley-Blackwell.
- Denardo, J. (1985). *Power in Numbers: The Political Strategy of Protest and Rebellion*. Princeton NJ: Princeton University Press.
- Foucault, M. (1994). *The birth of the clinic: an archaeology of medical perception*. New York: Vintage Books.
- Jerema, C. (2010). Keep the search for truth and power separate. from <http://www.winnipegfreepress.com/opinion/westview/keep-the-search-for-truth-and-power-separate-112493939.html>
- Gardner, P. (2011). Export Value of Nova Scotia Universities. Retrieved From: http://www.atlanticuniversities.ca/system/files/documents/CONSUPReports/Export%20Value%20of%20NS%20Universities_Final.pdf
- Groves, T., Dubinsky, Z. (2011). G20 Case Reveals Canada's 'Largest Ever' Police Spy Operation. *CBC NEWS*. November 22. Retrieved from: <http://www.cbc.ca/news/canada/story/2011/11/22/g20-police-operation.html>
- Habib, B. (2011). North Korea's nuclear weapons programme and the maintenance of the Songun system. *PACIFIC REVIEW* 24 (1) 43-64

Harden, B. (2012). *Escape from Camp 14: One Man's Remarkable Odyssey from North Korea to Freedom in the West*. New York: Viking.

Harvey, D. (2004). *Conversations with David Harvey*. Institute of International Studies. University of California Berkeley. Retrieved from: <http://globetrotter.berkeley.edu/people4/Harvey/harvey-con3.html>

Huish, R. & Spiegel, J. (2012). First as Tragedy and then as Farce: Canadian Foreign Aid for Global Health (a response to the Global Health Working Group). *Canadian Foreign Policy Journal*.

Lawson, S. (1991). Freedom then, Freedom now: The Historiography of the Civil Rights Movement. *American Historical Review*. 96(2), 456 – 471.

Lipsky, M. (1968). Protest as a Political Resource. *The American Political Science Review*, 62(4), 114 - 1158.

McNutt, R. (2013). Born In Hell, Fled to Freedom. *Dal News*. Retrieved from: http://www.dal.ca/news/2013/03/07/born-in-hell--fled-to-freedom--how-a-harrowing-escape-from-north.html?utm_source=home&utm_medium=hottopic&utm_campaign=dalnews

Mercer, M. (2011, January 26 - February 1). The Cranky Professor: Teaching Political Activism at a university. *The Journal: The Student Newspaper of Saint Mary's University*, p. 4.

Mitchell, D. (2008c). Which Side Are You On? From Haymarket to Now. *ACME*, 7, 59-68.

Mitchell, D. (2008b). The Insidious Work of the University. *Human Geography*, 1, 1 - 11.

Prosic-Dvornic, M. (1992). Enough! Student Protest '92: The Youth of Belgrade in Quest of 'Another Serbia'. *Anthropology of East Europe Review*. 11(1&2). 127 – 137.

THE CANADIAN PRESS (2012). Emergency Quebec Legislation Could See Students Fined Up To \$35,000. *The National Post*. May 18. Retrieved from <http://news.nationalpost.com/2012/05/18/emergency-quebec-legislation-could-see-students-fined-up-to-35000/>

The Economist. The Empty Kremlin. July 21st, 2012

Yoon, S.H., Lee, S.O. (2013). From old comrades to new partnerships: dynamic development of economic relations between China and North Korea. *GEOGRAPHICAL JOURNAL*. 179, 19-31